

LA SOCIÉTÉ PASSE-T-ELLE À CÔTÉ DE SA JEUNESSE ?

*par Claude Royon et Vincent Berthet **

La société française a peur des jeunes, c'est le sentiment des adultes (63 % disent que « la société a peur des jeunes »). C'est aussi ce que ressentent les jeunes (59 %). Deux jeunes sur trois (69 %) considèrent que les médias « donnent une image négative des jeunes d'aujourd'hui » (49 % « assez négative », 20 % « très négative ») (1). Non seulement la société française vieillit, mais elle a une relation difficile avec sa jeunesse, qui subit cette peur et cette image négative.

Peut-on d'ailleurs parler d'une jeunesse au singulier ? Sinon, les jeunesses se diffractent-elles à l'infini ? Comment caractériser un état transitoire aux contours inévitablement flous ? Il est nécessaire de ne pas réduire les jeunes à une caractérisation fermée, mais il est aussi commode, et sans doute pas sans fondement, de parler de la jeunesse dans une société donnée.

Ce n'est pas seulement dans la période présente que l'adolescence et la jeunesse sont pour ceux qui les vivent des périodes riches et difficiles à la fois. La place respective des jeunes et des adultes, aussi bien dans la famille que dans les lieux d'enseignement, les quartiers, les associations et autres espaces publics... appelle de constants réajustements. Par ailleurs, la situation d'un certain nombre d'adolescents et jeunes adultes révèle des difficultés personnelles très lourdes, voire une sorte d'inadaptation sociale, avec des conséquences en termes de comportements. Et il est certain que la façon dont les jeunes peuvent développer leur appartenance à une communauté ou un territoire dépend de données plus complexes que dans un certain passé : disponibilité en nombre, et adéquation des formations et des emplois disponibles à des motivations devenues très individualisées (2), capacité d'attraction de la vie culturelle locale et, du côté des jeunes, capacités d'arbitrage entre certaines frustrations ou d'autres etc.

Quel regard ?

En rapport avec ces difficultés réelles, l'opinion qui prévaut dans l'esprit d'un nombre important de citoyens et de décideurs paraît porteuse de dérives lourdes de conséquences : elle tend à ne percevoir les jeunes qu'à travers les problèmes qu'ils vivent ou ceux dont, en première apparence, ils paraissent être responsables. Les jeunes oscillent ainsi d'une représentation de victimes sociales à une représentation de fautifs sociaux. Beaucoup d'adultes ont donc tendance à penser qu'un « problème jeune » exis-

** Rédaction
d'Economie &
Humanisme*

(1) Sondage CSA-La Vie-La JOC (La Vie n° 3009, 1er mai 2003), à l'occasion du rassemblement national de la JOC « Bercy ensemble », le 3 mai 2003.

(2) L'inégalité de fait dans la possibilité d'accéder aux formations restant une caractéristique défavorable aux jeunes résidant en espace rural. Cf. l'étude sur les jeunes ruraux de l'Ain, N. Lauriac, *Economie & Humanisme*, et Missions locales de l'Ain.



terait en tant que tel, indépendamment de l'hétérogénéité des jeunes et des autres facteurs de crise sociétale ; cette focalisation génère une grave difficulté dans la communication avec les jeunes et fait le lit des politiques assistancielles ou répressives, ces deux modulations pouvant d'ailleurs coexister, ce qui n'est pas étonnant car elles s'originent dans un déni de dignité.

Dans l'ensemble, cette façon de voir et les options qui en découlent frappent par leur injustice (elles atteignent davantage les plus faibles) et par leur irréalisme (elles confondent symptômes et maladies, elles stigmatisent, donc aggravent les marginalisations) ; elles conduisent globalement, ce qui est plus grave en termes d'avenir, à occulter les potentiels que les jeunes représentent pour la vie collective. Elles sont imprévoyantes et imprudentes, car elles alimentent à leur égard une culture du mépris, aussi diffuse qu'implacable (3), dont tout laisse à penser qu'elle a des effets en retour.

Un faisceau d'informations et d'analyses – y compris l'analyse de certains échecs des mesures prises en direction des jeunes – laisse cependant entrevoir que d'autres voies sont ouvertes pour le contact et la construction commune de la cité entre jeunes et adultes. C'est en particulier sur l'initiative de collectifs de jeunes, ou de responsables de collectivités territoriales, de formateurs, que se développent des formes prometteuses de valorisation des projets de groupes de jeunes, d'intégration de jeunes à la prise en charge des enjeux locaux, de soutien, plus généralement, d'une effective « citoyenneté jeune ».

Pour comprendre cette situation et ouvrir les chemins de l'action, Economie & Humanisme, en lien étroit avec un certain nombre de partenaires (4), a fait appel à des auteurs très divers.

Les questions posées tant à la réflexion qu'à l'action sont en effet nombreuses. Comment caractériser dans leur diversité, les difficultés « objectives » qu'ont à assumer les jeunes ? Avec quelles théories mieux comprendre pourquoi la société française fait coexister, de manière ambivalente, une valorisation démesurée de l'état de jeunesse et une approche réductrice des jeunes eux-mêmes ? Comment spécifier et aussi valoriser les nombreux engagements et initiatives pris par des jeunes ? Une voie est sans doute de considérer, comme y invite Dominique Charvet (5), la façon dont la jeunesse est mise à l'épreuve des changements intervenant dans le monde adulte. Une autre est de mettre en relief des politiques et des pratiques considérant les jeunes dans leur globalité, à partir de leurs potentiels, et plus précisément comme acteurs de leur vie, de leur formation, de leur emploi, de leur territoire... Il est donc essentiel de proposer un certain nombre de pistes de réflexion et d'action quant à la prise en charge des problèmes aigus qui se posent relativement aux jeunes, à commencer par leur accès à l'emploi, et de réfléchir sur le

(3) « Au vu de la mobilisation des jeunes pour la République entre les deux tours des présidentielles de 2002, la suppression des emplois-jeunes par le gouvernement Raffarin est une incivilité politique majeure à leur égard » (J.-B. de Foucauld, intervention au Congrès national de la FNARS, Grenoble, novembre 2002).

(4) On peut en consulter la liste ci-dessus à la page 7, ou en quatrième page de couverture.

(5) Commissariat général du Plan, *Jeunesse, le devoir d'avenir*, rapport de la commission présidée par Dominique Charvet, 2001.

ACTEURS ?

Que recouvre, à propos des jeunes, cette notion passe-partout d' « acteurs » ? En premier lieu, elle veut moins que tout établir une hiérarchie entre des jeunes qui seraient « bons citoyens » et d'autres. L'une des premières caractéristiques des jeunes, dans leur diversité, est une fluidité, dans le temps, de leur structuration personnelle, de leurs positions, de leurs univers relationnel, etc. Temps des maturations, la jeunesse est le temps des hésitations.

Trois facettes principales définissent ce que peut être un jeune « acteur ».

- *La prise que celui-ci a sur son parcours de vie, autant dans son existence quotidienne (les dépendances, même affichées comme choisies, sont l'antithèse de l'état d'acteur) que dans ses choix d'orientation, de résidence, ou ses convictions...*
- *La construction, seul ou avec d'autres (jeunes ou non), de réponses ponctuelles à certains de ses besoins et aspirations : actions culturelles, formelles ou informelles, formes diverses de solidarité, des liens familiaux et des générosités de voisinage aux actions d'impact international. Dans ce type d'action, le jeune « paie de sa personne » pour un but qui dépasse son intérêt, sans s'y opposer. Toutes les formes de sociabilité entre jeunes ne caractérisent pas ceux-ci comme acteurs. Un chômeur peut être acteur et un salarié ne pas l'être.*
- *La participation, toujours en relation avec des collectifs plus ou moins formalisés, à tel ou tel aspect de la gestion collective de la société : élections, action écologique, pour les droits de l'enfant, etc.*

On le constate aisément, ces trois facettes interagissent et, d'autre part, renvoient à de multiples flux de relations entre chaque jeune et son environnement. Plus que l'adulte, le jeune agit – ou refuse d'agir – en fonction de facteurs affectifs.

fond quant à la place prise, ou à prendre, par les jeunes dans leurs sociétés.

Face aux discours et pratiques réduisant les jeunes aux problèmes qu'ils rencontrent ou aux difficultés qu'ils représenteraient pour la collectivité, face à tous les « catalogages », l'observation précise de la réalité ne conduit-elle pas à mettre en relief le fait que beaucoup de jeunes sont des acteurs et des ressources pour leur milieu local, et pour la société dans son ensemble ? N'invite-t-elle pas à dépasser l'idée reçue selon laquelle les jeunes seraient politiquement démobilisés, et à percevoir de nouvelles formes d'engagement et de militance ? Entre la survalorisation de l'état de jeunesse et les phénomènes de rejet des jeunes, le recours à l'observation et à l'analyse, l'écoute des jeunes eux-mêmes, les interrogations sur les politiques en direction de la jeunesse, les prises de conscience des conséquences du vieillissement de la population peuvent contribuer à une plus juste appréciation de la chance que constitue, pour une société, sa jeunesse. Là où des « prises de responsabilités par des jeunes » ou des « partenariats jeunes-adultes » existent, cette chance



apparaît clairement. « Aborder les jeunes comme dangereux ou comme victimes, c'est oublier la seule façon vitale de les considérer, à savoir comme ressources et comme potentiel » (6).

Un contexte, des initiatives, des transformations sociales

Sur cet horizon, le dossier vise d'abord, dans une première partie, à situer la place, ou le peu de place, que la société, en France principalement, fait globalement aux jeunes. Il analyse ses ambivalences, met en évidence les valeurs des jeunes et fait apparaître l'existence de « deux jeunessees » entre intégration et marginalité. La dispersion et les cloisonnements des dispositifs publics destinés aux jeunes ne font d'ailleurs qu'accentuer le fossé entre ces deux jeunessees et entre celles-ci et la société dans son ensemble. L'horizon de l'histoire, depuis 1950, et la comparaison avec la place faite aux jeunes dans d'autres pays d'Europe contribuent à éclairer la complexité des relations entre le monde des jeunes et celui des adultes. Il reste que la société française, sans être la seule, a aujourd'hui beaucoup de difficultés à permettre aux jeunes de prendre la place à laquelle ils auraient, tout simplement, droit.

Un second ensemble de textes montre que des jeunes peuvent être acteurs et considérés comme tels. Les pratiques significatives ne manquent pas, qui mettent en évidence des initiatives prises par des jeunes ou qui associent des jeunes. Les institutions et collectivités territoriales s'interrogent souvent sur la manière de soutenir telle forme de regroupement de jeunes ou tel type d'action. Il semblerait que les initiatives les plus productives soient celles dans lesquelles les jeunes eux-mêmes sont pleinement en responsabilité et ce, dès le diagnostic, sur les situations d'où peuvent émerger des projets. Les dispositifs qui visent les jeunes en négligeant les moyens de favoriser effectivement leur participation apparaissent voués à l'échec ; mais inversement les projets portés par des jeunes ne peuvent émerger et encore moins aboutir sans le soutien d'adultes et de dispositifs leur proposant des ressources humaines et matérielles. Dans la même perspective, les dimensions de l'engagement et du militantisme, contrairement à ce qui s'entend fréquemment, ne sont pas étrangères aux jeunes d'aujourd'hui, mais elles empruntent des chemins que beaucoup d'organismes semblent ignorer.

Il restait à mettre en évidence, et c'est l'objet de la troisième partie de ce dossier, les attitudes-clés et les dispositifs nécessaires pour une société ouverte à une participation normale des jeunes à la construction de son avenir. Beaucoup reste à faire. Politiques et services de l'emploi, lutte contre les discriminations et ségrégations évidentes ou cachées, modalités du travail social, exercice de la justice, etc. demeurent comme autant

(6) Jean Bourrieau, Intervention au rassemblement national de la JOC, Paris-Bercy, 3 mai 2003.



PLUSIEURS JEUNESSES ?

Plus les contours de ce qu'est la période de jeunesse deviennent flous, comme cela a été le cas depuis 1970, plus l'hétérogénéité entre jeunes grandit. L'âge reste bien sûr, à l'intérieur d'un grand ensemble « jeunes » de 14 à 25 ans, voire plus, un facteur de distinction fort, même si les frontières entre générations se sont déplacées : on peut penser que les attentes d'un adolescent de 15 ans et celles d'un jeune de 20 ans ont bien des points communs, ce qui était rarement le cas lorsque la majorité des jeunes de 20 ans étaient au travail.

Les clivages socio-économiques entre jeunes apparaissent plus prégnants encore : un groupe très majoritaire connaît ce que l'on pourrait appeler les libertés de la jeunesse : mobilité, pluralité des pratiques culturelles, pouvoir d'achat stable, formations semi-longues ou longues ; un groupe plus restreint, mais pourtant considérable et sur-représenté dans certains quartiers, en connaît les servitudes : résidence peu mobile, loisirs assez peu diversifiés, cursus de formations « courts », facultés de consommation restreintes. De ce groupe s'extraient peu à peu d'autres catégories, les moins reliés de tous les collectifs de jeunes, mais aussi les plus frustrés : jeunes en situation de grande misère, en errance, immigrés récents...

Les différences de rattachement géo-culturel ainsi que la différence de sexe ont enfin une importance, en particulier par ce qu'elles sous-tendent – notamment pour les jeunes filles et femmes – en termes d'identifications et d'expressions dans la vie collective.

d'espaces dans lesquels l'action s'avère pressante. Alors que les jeunes « manquent » souvent aux territoires et aux institutions porteuses de l'avenir de la vie collective, le poids que fait peser la démographie sur la société risque fort de masquer l'urgence des changements nécessaires, tant dans le comportement des adultes que dans l'organisation sociétale. Aucun des acteurs de la vie sociale, quel qu'en soit le secteur – école (7), entreprise, territoire, institutions politiques, etc. – ne peut échapper à cette interrogation radicale, et peut-être redoutable par les changements qu'elle appelle : « quelle place laissons-nous aux jeunes ? quelle place devrait leur être faite ? »

Claude Royon, Vincent Berthet

(7) La part faite à l'école dans ce dossier pourra sembler bien mince. Elle l'est en effet. Mais les questions de l'éducation, dont l'éditorial et la rubrique Débats de ce numéro se font l'écho, méritent une approche spécifique.

Outre les personnes citées dans les articles, sont remerciés pour leur concours à la réalisation de ce dossier : B. Lachesnaie (CC MSA), Ch. Lamy (CREFAD), M. Le Guyader (Lycée La Ville-Davy), J.-F. Miralles (Cap Berriat, Grenoble), M. Montagne et S. Pambet (Conseil Général de Savoie), P. Paquet (Conseil Régional Limousin).